N° 435622

Section française de l'observatoire international des prisons - SFOIP

10ème et 9ème chambres réunies

Séance du 3 décembre 2021

Décision du 24 décembre 2021

CONCLUSIONS

M. Laurent Domingo, rapporteur public

Vous êtes saisis par la SFOIP d'une demande tendant à l'exécution de deux ordonnances du juge du référé-liberté du tribunal administratif de Melun rendues le 6 octobre 2016 et le 28 avril 2017 et concernant les conditions de détention à la maison d'arrêt de Fresnes. L'énoncé même de cette demande interpelle nécessairement, non pas seulement sur l'état de certaines prisons en France et à Fresnes en particulier, dont on sait ce qu'il est, mais aussi sur l'office du juge de l'exécution appelé à se saisir cinq ans plus tard de mesures prononcées par un juge des référés.

Avant de les examiner, se posent d'abord des questions relatives à votre compétence pour en connaître.

La première ordonnance, rendue en 2016, et par laquelle le juge des référés du tribunal avait enjoint à « l'administration pénitentiaire » de prendre diverses mesures, nous y reviendrons, n'a pas été frappée d'appel. La seconde ordonnance, celle de 2017, par lequel ce juge des référés avait enjoint au garde des sceaux de mettre en œuvre diverses actions, nous y reviendrons aussi, a en revanche fait l'objet d'un appel de la part de la SFOIP, que vous avez rejeté par une décision du 28 juillet 2017 (n° 410677, au Lebon)¹.

La SFOIP a adressé sa demande d'exécution au tribunal administratif de Melun le 15 février 2019. La présidente de ce tribunal l'a transmise le 10 avril 2019 à la Section du rapport et des études du Conseil d'Etat qui, après avoir accompli les diligences nécessaires, a saisi la Section du contentieux. Le président de la section du contentieux a décidé l'ouverture d'une procédure juridictionnelle le 4 novembre 2019.

L'article L. 911-4 du code de justice administrative, dans sa rédaction applicable jusqu'au 25 mars 2019, disposait, notamment, qu'en cas d'inexécution d'un jugement frappé d'appel, la demande d'exécution est adressée à la juridiction d'appel² et, également, que le tribunal

¹ v. O. Le Bot, « Référé-liberté à la maison d'arrêt de Fresnes : les limites de l'article L. 521-2 », AJDA 2017, p. 2540 ; E. Senna, « Le référé-liberté dans le domaine pénitentiaire : un pas en avant, un pas en arrière », Gazette du Palais, 2017, n° 35, p. 26.

² v. Section, avis du 13 mars 1998, Mme V..., n° 190751, A

administratif ou la cour administrative d'appel peut renvoyer la demande d'exécution au Conseil d'Etat³.

Mais ces dispositions ont été supprimées par loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, non pas parce que le législateur entendait abandonner les règles qui s'y trouvaient, mais seulement pour assurer le respect de la répartition des matières entre le pouvoir législatif et le pouvoir réglementaire. Et c'est ainsi que les deux règles précitées se sont retrouvées, à la fin de l'année 2019, aux articles R. 921-2 et R. 921-3 du code de justice administrative, rétablis par un décret du 30 décembre 2019 (Décret n° 2019-1502 portant application du titre III de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et autres mesures relatives à la procédure contentieuse administrative).

Mais donc, à la date à laquelle le Conseil d'Etat a été saisi, les règles qui imposaient le renvoi pour cause d'appel ou qui ouvraient une faculté de renvoi avaient disparu. S'agissant de règles relatives à la compétence au sein de la juridiction administrative, d'application immédiate en l'espèce, on devrait alors considérer que, pendant les quelques mois de l'année 2019 en cause, les juridictions étaient compétentes pour assurer l'exécution de leurs décisions, l'article L. 911-4 (al. 1) disposant seulement, après la loi du 23 mars 2019, qu'« en cas d'inexécution d'un jugement ou d'un arrêt, la partie intéressée peut demander à la juridiction, une fois la décision rendue, d'en assurer l'exécution », si bien que le Conseil d'Etat ne serait donc pas compétent pour connaître de la demande d'exécution de la SFOIP.

Cette solution ne serait toutefois pas opportune et elle accorderait trop de conséquences à un simple transfert de dispositions de la partie L. à la partie R. du code. Au demeurant, comme l'ont montré vos décisions Mme Fournaise du 24 février 2016 (n° 391296, T. pp. 693-894), Commune d'Isola et Syndicat mixte pour l'aménagement et l'exploitation de la station d'Isola 2000 du 11 juillet 2018 (n° 407865, Lebon p. 307) et Mme Célimène du 27 février 2019 (n° 422164, B), la matière est aussi prétorienne et les considérations de bonne administration de la justice, explicitement consacrées dans le nouvel article R. 921-3 sur le renvoi facultatif au Conseil d'Etat, y trouvent toutes leurs places. Elles commandent ici, dans la période intermédiaire, que vous appliquiez les mêmes règles que celles alors en cours de transfert et que vous vous reconnaissiez donc compétents pour examiner la demande d'exécution de la SFOIP.

Si vous nous suivez sur ce point, il convient alors de procéder à cet examen.

Il faut commencer par indiquer ce qu'il en est de votre office de juge de l'exécution d'une ordonnance de référé-liberté.

Rappelons en premier lieu que le juge du référé-liberté est tout à la fois un juge de l'extrême urgence et un juge pragmatique : il est saisi pour prononcer, dans un délai de 48 heures, des mesures susceptibles de produire des effets à brève échéance, ie qui puissent avoir un effet utile dans les plus brefs délais ; il prononce, en conséquence, des mesures réalisables

³ v. 19 juin 2009, C..., n° 318341, B

rapidement par l'administration, en fonction des moyens dont elle dispose, ce qui, en principe, exclut les mesures d'ordre structurel (sur l'office du juge du référé-liberté, v. spé. Clément Malverti et Cyrille Beauvils, « Le référé en liberté », AJDA 2020 p. 1154)⁴.

S'agissant plus particulièrement des conditions de détention dans les établissements pénitentiaires, il appartient au juge du référé-liberté de prendre toutes les mesures de nature à faire cesser une carence de l'administration qui crée un danger caractérisé et imminent pour la vie des personnes ou les expose à être soumises, de manière caractérisée, à un traitement inhumain ou dégradant, et toutes les mesures de nature à faire cesser l'atteinte excessive portée à leur droit au respect de leur vie privée et familiale dans des conditions qui excèdent les restrictions inhérentes à la détention, dès lors que ce juge constate que la situation litigieuse lui permet de prendre utilement et à très bref délai les mesures de sauvegarde nécessaires (28 juillet 2017, SFOIP, préc. ; 19 octobre 2020, Garde des sceaux, ministre de la justice c/ Section française de l'Observatoire international des prisons, n°s 439372 439444, A).

En l'espèce, le JRTA de Melun, quand bien même on peut estimer que certaines des injonctions qu'il a prononcées s'écartent, au moins partiellement, de ces principes directeurs, ne s'en est pas moins tenu, tout au long de ses deux ordonnances, à cette idée qu'il ne lui appartenait pas, car il n'en a pas les pouvoirs, de solutionner, par le simple effet de décisions rendues en référé, la situation humaine et matérielle de la prison de Fresnes, mais qu'il lui revenait de remédier, par des mesures ciblées et utiles, aux atteintes qu'il a identifiées aux libertés fondamentales des détenus, l'administration pénitentiaire, en vertu de l'article 22 de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009, devant garantir à toute personne détenue le respect de sa dignité et de ses droits.

La CourEDH, dans l'arrêt de condamnation de la France du 30 janvier 2020, J.M.B et autres (n° 9671/15), tout en rappelant que « l'État est tenu d'organiser son système pénitentiaire de telle sorte que la dignité des détenus soit respectée » (§ 218) et après avoir relevé que « le recours à la procédure de référé-liberté, souvent consécutif aux alertes et recommandations du CGLPL, a mis en évidence l'état de suroccupation et d'insalubrité des prisons litigieuses et contribué assez rapidement à la réalisation de certaines améliorations à dimension collective des conditions de détention » (§ 213), a lucidement fait le constat que « le juge du référé-liberté

s'en tient ainsi à des mesures pouvant être mises en œuvre rapidement, rejetant celles dont les effets n'interviendraient pas immédiatement, ainsi que son office l'y contraint » (§ 217).

Vous l'assumez pleinement, ainsi que vous l'avez expliqué dans votre décision précitée 19 octobre 2020, Garde des sceaux, ministre de la justice c/ SFOIP.

C'est à la lumière de ce cadre juridique qu'il faut lire les ordonnances dont on vous demande d'assurer l'exécution.

⁴ Et v. récemment, à propos des locaux de garde à vue, JRCE, 22 novembre 2021, Association des avocats pénalistes, n° 456924.

Cette exécution peut être assurée en sollicitant plusieurs voies de droit. Ce peut être, comme en l'espèce, dans les conditions définies par le Livre IX du code de justice administrative, et en particulier ses articles L. 911-4 et L. 911-5 (et sachant que le juge du référé peut, d'office, en vertu de l'article L. 911-3 du code de justice administrative, assortir les injonctions qu'il prescrit d'une astreinte, v. 19 octobre 2020, Garde des sceaux, préc.). Ce peut être aussi en demandant au juge des référés, sur le fondement de l'article L. 521-4 du code de justice administrative, d'assurer l'exécution des mesures ordonnées demeurées sans effet par de nouvelles injonctions et une astreinte (28 juillet 2017, SFOIP, préc.). En outre, demeure ouverte la possibilité d'engager une nouvelle procédure de référé-liberté, ayant pour fondement l'inexécution des obligations résultant des injonctions prononcées (en ce sens, JRCE, 19 janvier 2016, Association musulmane El Fath, n° 396003, A).

Le choix de l'une ou l'autre de ces procédures n'est pas neutre, tant sur votre office que sur le déroulement de la procédure. En particulier, il faut indiquer, à l'endroit du ministre, que dans le cadre du Livre IX du CJA, et à la différence de ce qu'il est possible au juge des référés de faire dans le cadre de l'article L. 521-4 du CJA, il n'y a aucunement lieu pour le juge de l'exécution de revenir sur ce qui a été jugé en référé : le juge de l'exécution n'est pas un juge de la réformation, c'est un juge de la conformité⁵. Ce qui signifie que le ministre doit apporter des justifications de nature à établir qu'il a pris les mesures nécessaires pour répondre aux obligations résultant de la décision de référé ; il ne peut en revanche se contenter de faire état de mesures qui lui paraissent suffisantes au regard des droits et libertés en cause, alors que le juge des référés avait estimé qu'il devait être remédié à un manquement. En l'espèce, le ministre n'a fait appel ni de l'ordonnance de 2016, ni de celle de 2017. Il ne peut qu'exécuter les injonctions qui ont été prononcées, quand bien même il contesterait leur pertinence ou considérerait que les mesures existantes étaient satisfaisantes, même s'il faut cependant tenir compte, la SFOIP le reconnaît et la CourEDH l'a également souligné, que « les injonctions prononcées par le juge du référé-liberté, dans la mesure où elles concernent des établissements pénitentiaires surpeuplés (...) s'avèrent en pratique difficiles à mettre en œuvre » (J.M.B et autres préc. § 220).

Il faut aussi indiquer, à la SFOIP, qu'une demande d'exécution sur le fondement du Livre IX du CJA, même si elle porte sur une ordonnance de référé liberté, n'est pas une procédure d'urgence. Certes, « il appartient au juge de l'exécution de statuer dans des délais adaptés aux circonstances de l'espèce » (19 octobre 2020, Garde des sceaux, préc.) mais pour aller vite, il faut saisir à nouveau le juge des référés. En l'espèce, se sont classiquement succédées une phase administrative et une phase juridictionnelle et dans le cadre de la phase juridictionnelle, écrite et contradictoire, vous avez mis en œuvre vos pouvoirs d'instruction pour demander à l'administration des explications et des justifications. C'est votre rôle de juge de l'exécution.

⁵ Il n'appartient pas en principe au juge, saisi sur le fondement des dispositions de l'article L. 911-4 du code de justice administrative, d'une demande tendant à l'exécution d'une décision juridictionnelle, de la remettre en cause (3 mai 2004, Magnat, n° 250730, T. pp. 838-841) ni même de l'interpréter. Toutefois, si cette décision est entachée d'une obscurité ou d'une ambiguïté qui, en rendant impossible la détermination de l'étendue des obligations qui incombent aux parties du fait de cette décision, font obstacle à son exécution, il lui revient alors de l'interpréter dans la mesure nécessaire pour en définir les mesures d'exécution (3 novembre 2005, Société Eiffage TP, n° 271329, p. 524 ; 29 juin 2011, SCI La Lauzière et autres, n°327080 327256 327332, p. 308 ; 23 mars 2015, Mme Veyssat, n° 366813, Rec.).

Vous intervenez aujourd'hui plusieurs mois après l'introduction de la demande d'exécution, mais nous n'y voyons pas de manquement caractérisé au regard de votre office.

Ajoutons enfin que le temps écoulé depuis les ordonnances de référé, rendues en octobre 2016 et avril 2017, tandis que votre décision d'appel a été rendue en juillet 2017, n'est pas seulement imputable à la durée de l'instance d'exécution. Elle résulte aussi de la date d'introduction de la demande d'exécution, en février 2019, deux ans et trois mois après la première ordonnance du JR TA, un an et cinq mois après sa seconde ordonnance. C'est un choix contentieux qui appartient à la SFOIP, mais qui ne doit pas introduire de changement d'optique dans votre rôle de juge de l'exécution. En particulier, comme nous vous l'avons dit, il convient de regarder les mesures prises par l'administration pour répondre, à brève échéance, aux injonctions prononcées. Si ces mesures ont été prises, alors l'exécution de l'ordonnance a été assurée. En revanche, la circonstance, sur laquelle s'appuie la SFOIP dans ses écritures les plus récentes, que des manquements ont encore été constatés par le contrôleur général des lieux de privation de liberté, lors d'une visite de la prison de Fresnes effectuée du 12 au 15 novembre 2019, n'est pas de nature à établir mécaniquement que l'administration pénitentiaire n'aurait pas pris de mesures en exécution des ordonnances de référé dès 2016 ou en 2017, voire plus tardivement comme ça a pu être le cas.

Toujours est-il que l'exécution est une garantie de l'effectivité du droit au recours et, en l'espèce donc, une garantie de l'effectivité des droits et libertés en jeu. Si vous devez faire preuve de réalisme, c'est un réalisme sans concessions.

Venons-en donc aux injonctions prononcées et à l'examen de leur exécution.

1. En ce qui concerne les nuisibles. Dans l'ordonnance de 2016, le JR TA a prononcé des injonctions tendant à ce que l'administration poursuive, dans les meilleurs délais, toutes les mesures nécessaires pour bétonner les zones sableuses de l'établissement et reboucher les égouts par lesquels les rats peuvent s'infiltrer au sein de l'établissement. Le JR a fixé ici une obligation de moyens, consistant à « poursuivre » les mesures en cours et alors qu'il relevait aussi que « la situation est en voie d'amélioration » car des travaux avaient commencé. Il ne s'agit pas d'une obligation de résultat qui vous conduirait à devoir constater qu'aussi bien en 2017 qu'aujourd'hui, plus aucun rat ne parvient à pénétrer dans la prison de Fresnes.

Le ministre vous explique que, dès 2017, des opérations de bétonnage ont été réalisées dans les parties qui devaient encore en faire l'objet, soit les abords de la zone scolaire en troisième division et de la cour d'honneur ainsi que dans les rigoles situées au pied des bâtiments des trois divisions. Il explique aussi que les égouts ont été rebouchés. Les documents de suivi des travaux pourront vous convaincre de la réalité de ces interventions.

Pour contester la correcte exécution de l'ordonnance de référé, la SFOIP se fonde sur les constatations opérées par le contrôleur général des lieux de privation de liberté lors de sa visite de novembre 2019, et d'où il ressort, notamment, que des trous existent toujours, par lesquels les rats peuvent s'introduire dans l'établissement. Sans qu'il soit besoin de rechercher s'il s'agit de trous qui existaient en 2016 et qui n'ont pas été traités ou s'il s'agit de nouveaux trous percés par les rats depuis, il convient de constater que l'administration a poursuivi, après

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

le prononcé de l'ordonnance du 6 octobre 2016, les mesures nécessaires et qu'elle s'est donc conformée à son obligation. Qu'elle n'ait pas, aujourd'hui encore, résolu ce problème structurel n'est guère douteux, mais il échappe à la présente instance.

Dans l'ordonnance de 2016, le JRТА a également enjoint à l'administration d'intensifier l'action de dératisation, notamment dans les parties de l'immeuble où la concentration des rongeurs est maximal. Et dans celle de 2017, où il constate qu'à la suite de son ordonnance du 16 octobre 2016, des mesures tendant à la destruction des rats et des punaises de lits ont été engagées, le JRТА demande à l'administration qu'elles soient amplifiées, éventuellement par la conclusion d'un nouveau contrat avec des entreprises spécialisées dans la destruction de ces nuisibles afin que leur nombre soit très substantiellement diminué dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente ordonnance. Il enjoint également à l'administration pénitentiaire de procéder sans délai au traitement ou au remplacement des matelas infestés par des punaises.

Vous pourrez constater que le ministre a « intensifié » les actions de dératisation, les a « amplifiées » et que le nombre de nuisibles a substantiellement diminué, du moins, parce qu'il n'était fait état d'aucune donnée chiffrée, même approximative, que le nombre de nuisibles détruits est substantiel. En effet, un nouveau contrat a été conclu avec l'entreprise SAMSIC, qui prévoit une fréquence de passage de 3 fois par semaine, alors que le JRТА relevait, en 2016, une fréquence de passage toutes les deux semaines. Et vous avez au dossier des bilans chiffrés, qui font état de 200 et 300 cadavres de rats recueillis chaque trimestre.

Certes, comme le souligne la SFOIP, des nuisibles sont toujours présents à la prison de Fresnes. Mais le JRТА a exigé de l'administration, dans l'immédiat, un renforcement de ses actions, ce qu'elle a fait.

En outre, en ce qui concerne les punaises de lits, un plan d'action a été mis en œuvre et a conduit au remplacement et au traitement des matelas infestés. L'administration produit les bilans de l'entreprise chargée de la lutte contre la prolifération de ce nuisible. Là aussi, si le CGLPL, lors de sa visite en novembre 2019, a constaté qu'en dépit du protocole mis en œuvre, les punaises de lits sont toujours présentes, nous n'y voyons pas un manquement de l'administration qui aurait pour cause le non-respect de l'ordonnance de référé.

Dans ces conditions, nous ne vous invitons évidemment pas à dire que, dorénavant, la situation est pleinement satisfaisante en ce qui concerne les nuisibles, ce n'est, malheureusement, pas le cas, mais l'administration s'est conformée à son obligation telle qu'elle avait été définie en référé.

2. En ce qui concerne les repas, le JRТА a enjoint, en 2017, à l'administration pénitentiaire de prendre les mesures nécessaires pour que les repas arrivent désormais chauds au moment de leur consommation.

Le ministre a justifié avoir pris des mesures, même si elles ne l'ont pas toutes été immédiatement après l'ordonnance de 2017 mais pour certaines en 2019 ou 2020 : acquisition de nouveaux chariots de distribution des repas, formation du personnel, contrôles de

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

température. Ces mesures apparaissent de nature à permettre d'atteindre l'objectif assigné par le JRTA. Vous pourrez considérer que l'administration a exécuté l'ordonnance de référé.

3. En ce qui concerne les fouilles intégrales. Le JRTA a enjoint aux autorités de l'administration pénitentiaire de Fresnes de diffuser une note de service dans laquelle elle rappellerait les conditions dans lesquelles doivent s'effectuer ces fouilles à corps, notamment telles qu'elles sont définies à l'article 57 de la loi pénitentiaire.

Cette obligation a été exécutée, dans un délai qui n'est pas satisfaisant, certes, mais elle l'a été : une note de service relative au régime juridique encadrant les modalités de contrôle des personnes détenues a été diffusée le 12 octobre 2018 à l'ensemble du personnel du centre pénitentiaire de Fresnes.

4. En ce qui concerne le chauffage et l'eau chaude. Constatant qu'en raison de la vétusté des installations, une partie des bâtiments connaît des problèmes de distribution d'eau chaude et de chauffage, le JRTA a enjoint aux autorités de l'administration pénitentiaire de procéder dans le délai de six mois à la réfection nécessaire pour assurer une distribution optimale d'eau chaude et froide et de permettre aux locaux d'être convenablement chauffés dans toutes les parties de l'établissement.

Pour ce faire, un marché public a été conclu le 6 novembre 2018 avec la société GEPSA pour l'exploitation et l'entretien des installations thermiques et dont la première tranche a été mise à exécution en 2018. Il ressort des pièces du dossier que les bâtiments sont convenablement chauffés, les températures n'étant pas inférieures à 19°C, y compris dans les cellules, et l'eau chaude est correctement assurée au niveau des douches. Il n'y a en revanche pas d'eau chaude au niveau des lavabos des cellules. C'est envisagé dans le cadre d'un schéma de restructuration à échéance 2022. Mais nous ne lisons pas l'ordonnance de référé comme impliquant un accès à l'eau chaude dans les cellules, si bien que les mesures prises par l'administration nous semblent satisfaire à ses obligations au regard de l'instance de référé. Même si, encore une fois, il ne s'agit pas d'affirmer qu'il n'y a plus aucune insuffisance en la matière à la prison de Fresnes. Mais, comme le relevait la SRE dans son rapport d'exécution, seule la rénovation complète du centre pénitentiaire permettra de parvenir à des résultats satisfaisants et durables, ce qui dépasse le cadre du référé-liberté.

5. En ce qui concerne les conditions de vie en cellule. Constatant la surpopulation carcérale à Fresnes, de 197 % au mois d'avril 2017 et même 214 % avez-vous corrigé en appel, mais aussi que l'administration ne dispose d'aucun pouvoir de décision en matière de mises sous écrou, lesquelles relèvent exclusivement de l'autorité judiciaire et qu'une maison d'arrêt est ainsi tenue d'accueillir, quel que soit l'espace disponible dont elle dispose, la totalité des personnes mises sous écrou, le JRTA a estimé qu'il y avait « seulement » lieu d'enjoindre à l'administration pénitentiaire de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures qui apparaîtraient de nature à améliorer, dans l'attente d'une solution pérenne, les conditions matérielles d'installation des détenus. En appel, vous avez précisé que cette injonction, qui s'ajoute à celle en matière de lutte contre les nuisibles, portait notamment sur la luminosité et l'aération des cellules.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

L'administration, avec les moyens dont elle dispose pour intervenir à court terme, vous explique qu'elle a changé les luminaires dans les cellules pour améliorer l'éclairage et que la diminution du taux d'occupation de la prison lui permet d'éviter, dans la mesure du possible, d'installer trois détenus dans des cellules prévues pour deux, ce qui améliore l'aération de locaux et diminue le taux d'humidité. En tenant compte de l'ensemble des contraintes qui pèsent sur l'administration et de ses moyens, vous pourrez considérer que l'injonction prononcée a été suivie d'effets

6. En ce qui concerne le comportement d'une partie du personnel. L'administration pénitentiaire n'était pas négligente sur le sujet des violences aux détenus de la part de certains membres de son personnel : au cours de l'année 2016, deux agents ont été condamnés au pénal et neuf procédures disciplinaires ont été engagées à ce titre. Le JRTA a demandé à l'administration de rappeler par une note de service les règles qui doivent prévaloir et de mettre en œuvre des actions de formation pour éviter que ne se crée un climat de tension exacerbée entre le personnel pénitentiaire et les personnes détenues.

Il ressort des pièces du dossier que des actions de formation sur la gestion de la violence et de l'agressivité ont été mises en œuvre au profit du personnel de surveillance et que, même si très tardivement puisque le 12 août 2020 seulement, une note de service rappelant les règles applicables en matière d'usage de la contrainte par les surveillants a été diffusée.

7. En ce qui concerne l'accès au travail des détenus. Dans son ordonnance de 2017, le JRTA a demandé à l'administration d'augmenter d'environ 10 %, à échéance d'une année, l'accès au travail des détenus.

Cette injonction a été exécutée avec l'ouverture, en novembre 2018, d'un atelier auprès d'une entreprise, permettant la création de 20 emplois.

8. En ce qui concerne la salubrité et l'hygiène.

- Sur la propreté des locaux, d'abord : le JRTA a constaté un grand état de saleté des locaux, nonobstant les efforts de l'administration. Il a enjoint à l'administration pénitentiaire de prendre toutes les mesures nécessaires au nettoyage régulier des parloirs et des lieux de circulation, éventuellement en renforçant le nombre de personnes affectées à cette tâche, et de procéder quotidiennement à l'enlèvement des débris jetés dans les couloirs et dans d'autres parties communes de l'établissement.

Il s'agit d'une obligation de moyens, consistant à augmenter la fréquence de nettoyage des locaux et de ramassage des débris dans les couloirs et autres parties communes. Le ministre vous fournit des éléments établissant que le passage des auxiliaires en charge du nettoyage et de l'entretien s'effectue quotidiennement, voire deux fois par jour, ainsi que la collecte des poubelles. Et dans la mesure où l'on peut raisonnablement penser que le nettoyage inclut le ramassage des débris jetés au sol, vous pourrez considérer que l'injonction a été suivie, quand bien même, à nouveau, le CGLPL a constaté, en 2019 comme auparavant, que l'état et l'hygiène des locaux sont indignes, car la prison de Fresnes est vétuste, elle est structurellement sale, alors même que le nettoyage est assuré.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

- Sur l'hygiène dans les cellules et l'hygiène des détenus, ensuite. Le JRTA, sans explications particulières et sans précisions, a prononcé les deux injonctions suivantes : les kits d'hygiène des cellules doivent être renouvelés plus souvent ; il y a lieu d'augmenter le rythme de renouvellement des trousseaux d'hygiène remis par l'établissement aux détenus.

Une obligation de moyen était ainsi mise à la charge de l'administration : distribuer plus souvent les kits d'hygiène des cellules et les trousseaux d'hygiène des détenus. Le ministre, dans un premier temps, vous a expliqué que la distribution est mensuelle (sachant que le kit de linge de détention, renouvelé tous les quinze jours, n'est pas en cause), mais que, pour augmenter la fréquence de distribution, un détenu peut, sur demande, obtenir des produits supplémentaires avant l'échéance du renouvellement. Vous avez voulu en savoir plus sur les modalités de ces demandes, permettant d'augmenter la fréquence de distribution, certes pas d'un kit complet ou d'une trousse complète, mais au moins des produits nécessaires. Les dernières explications fournies par le ministre nous conduisent au constat que les injonctions qui lui ont été adressées n'ont pas été suivies.

En effet, il vous explique ce qui, manifestement, constituait le régime déjà en vigueur lorsque le JRTA s'est prononcé en 2017, puisqu'il vous renvoie à une note de service du 23 mai 2016. Les kits et trousseaux sont distribués mensuellement et si un détenu souhaite obtenir des produits supplémentaires, il doit en faire la demande par courrier. Sa demande est examinée par les officiers de secteur. Si le détenu est indigent, il pourra obtenir gratuitement des produits demandés ; s'il dispose de ressources, il devra en faire l'achat auprès de la cantine.

Le JRTA, puisqu'il a prononcé des injonctions tendant à ce que la fréquence de distribution des kits et trousseaux soit augmentée, a estimé que la distribution mensuelle était insuffisante, au point de caractériser une atteinte grave et manifestement illégale aux droits des détenus, et en l'espèce à leur dignité. Le ministre n'a pas fait appel. Et l'administration n'a pas augmenté la fréquence de distribution des kits et des trousseaux.

Dans ces conditions, nous vous invitons à prononcer une astreinte en vue de l'exécution de ces obligations. Vous pourrez, dans les circonstances de l'espèce, la fixer à 500 euros par jour de retard, passé un délai d'exécution de trois mois.

Tel est le sens de nos conclusions.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.